



## LES FAITS MARQUANTS DE LA CMPC: MERCREDI 19 JANVIER 2005

Mercredi, les délégués à la Conférence Mondiale sur la Prévention des Catastrophes (CMPC) ont continué à se réunir dans nombre de sessions du Segment Intergouvernemental et du Segment Thématique. En Plénière, la Conférence a entendu plus de 70 déclarations d'ordre général, et un forum spécial s'est tenu sous le thème des liens entre la Prévention des Catastrophes et les processus intergouvernementaux en rapport. La Grande Commission a poursuivi l'examen du projet de cadre d'action. Dans le Segment Thématique, la dernière table ronde de haut niveau a été tenue, et une session spéciale sur l'atténuation de la catastrophe du tsunami dans l'Océan Indien, a été organisée. Deux groupes de discussions thématiques ont été tenus sur l'information, l'innovation et l'éducation pour le renforcement de la culture de sécurité et de résistance, et sur la détermination des risques, l'évaluation, le suivi et l'alerte précoce. Tout le long de la journée, des sessions des ensembles thématiques ont été tenues sur la gestion environnementale et la Prévention des Catastrophes et sur d'autres sujets.

### REUNION INTERGOUVERNEMENTALE

**PLENIERE: Forum spécial sur les liens entre la Prévention des Catastrophes et les divers processus intergouvernementaux en rapport:** Le forum spécial était présidé par le Président de la CMPC, Murata. Ryutaro Hashimoto, du Comité Consultatif des Nations Unies sur l'Eau et l'Assainissement, a encouragé les participants à adopter l'objectif consistant à réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de vies perdues dans des catastrophes liées à l'eau. Le Président de l'AOSIS, Jagdish Koonjul, a souligné l'importance de s'assurer de l'accès des PEID à des schémas abordables d'assurance et de réassurance. Anwarul Chowdhury, Haut Représentant chargé des PMA, des Pays en Développement Enclavés et des PEID, a déclaré que le résultat de la CMPC devrait reconnaître l'impact disproportionnellement élevé des catastrophes sur les PEID et sur les PMA. Joke Waller-Hunter, Secrétaire Exécutif de l'UNFCCC, a souligné le lien entre l'adaptation aux changements climatiques et la Prévention des Catastrophes. James Morris, Directeur Exécutif du Programme Alimentaire Mondial, a souligné que la faim prend, chaque semaine, autant de vies que celles qui ont été perdues dans la catastrophe de l'Océan indien.

**GRANDE COMMISSION:** La Grande Commission a repris, l'après-midi, son débat autour du cadre d'action (A/CONF.206/L.2). Le Président Ferrari a fait état d'un désaccord sur la référence aux changements climatiques, dans plusieurs endroits du texte, et a demandé aux délégations intéressées de poursuivre les efforts en vue de parvenir à un compromis, à titre officieux. Le JAPON a proposé d'ajouter un libellé mentionnant l'objectif consistant à réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de vies perdues dans les grandes catastrophes liées à l'eau, mais sa place dans le texte a été remise en question par plusieurs délégations.

Les délégués ont ensuite passé aux crochets entourant le terme "dangers naturels," figurant dans les objectifs stratégiques devant être adoptés par la CMPC. L'IRAN a suggéré que l'accord sur la suppression du terme "naturels" fasse partie intégrante du "paquet" en discussion ayant trait à la question des changements climatiques, mais cette proposition a été contrée par la FEDERATION DE RUSSIE, l'UE et le JAPON. Le Président Ferrari a déclaré qu'un groupe officieux devrait poursuivre les discussions autour de ce point.

Au sujet de la suggestion avancée par l'UE, d'insérer une référence à la situation "post-conflit" des communautés qui en sont touchées, le JAPON a mis en garde que cela risquait d'avoir un impact sur la portée de l'ensemble du cadre d'action. Plusieurs pays ont donné leur accord de principe à cet ajout, mais la référence a

été placée entre crochets. Le Président Ferrari a proposé qu'un groupe officieux débâte de la référence à la réhabilitation post-conflit.

Les délégués ont ensuite abordé la question de l'intitulé du chapitre consacré aux priorités d'action, pour la période allant de 2005 à 2015, débattant du point de savoir s'il fallait se référer à priorités "recommandées". Le délégué des ETATS-UNIS a insisté pour le maintien de ce terme, soulignant que le cadre d'action est plutôt un document politique qu'un document juridique contraignant. Il a appelé à l'insertion d'une déclaration à cet effet, par le Président de la CMPC, à la session de clôture. L'UE, le PEROU, CUBA, le NIGERIA et le MAROC ont préféré la suppression du mot "recommandées." L'AFRIQUE DU SUD a déclaré que la déclaration concernant le statut du document devrait être faite plutôt par la délégation des Etats-Unis que par le Président de la CMPC. L'ARGENTINE a suggéré de se référer aux cadres passés, adoptés par des conférences similaires. Le terme "recommandées" est resté entre crochets.

Les ETATS-UNIS, avec le JAPON, ont encouragé la suppression de la référence au principe des responsabilités communes mais différenciées. Le BRESIL, avec le PEROU, la CHINE et le MAROC, ont encouragé son maintien, soulignant sa pertinence au développement durable, à la coopération internationale et aux changements climatiques. Le CANADA a proposé de se référer à l'importance des partenariats internationaux, en tant qu'alternative. Le délégué des ETATS-UNIS a approuvé, et le BRESIL a amendé la proposition canadienne de faire également référence à la coopération internationale, l'accord restant tributaire du résultat des discussions informelles autour de la question des changements climatiques.

Nombre de paragraphes ont été approuvés dans le chapitre consacré aux priorités d'action, dont certains après quelques amendements mineurs. Le texte portant sur l'initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés et le fardeau insoutenable de la dette causée par les catastrophes, a été placé en suspens, suite à l'introduction d'un amendement de fond, par les Etats-Unis. La FEDERATION DE RUSSIE, appuyée par le MEXIQUE et plusieurs autres, a proposé d'abandonner les termes "fourniture" et "mobilisation" dans le paragraphe consacré à l'assistance financière pour la prévention des risques. Le libellé a été, toutefois, placé entre crochets par le CANADA, en attendant le résultat des consultations. Au terme d'un long débat autour du libellé ayant trait aux plates-formes nationales et aux systèmes de prévention et de gestion des risques, et de la soumission d'un nouveau paragraphe par l'EU, le Président Ferrari a suggéré que les délégations intéressées soumettent une proposition commune, jeudi matin. Les négociations se sont poursuivies jusqu'à une heure tardive de la nuit.

### REUNION THEMATIQUE

**SESSION THEMATIQUE SPECIALE SUR LA PROMOTION DE L'ATTENUATION DE LA CATASTROPHE DU TSUNAMI DE L'OCEAN INDIEN:** Koichi Nagasaka, Directeur Général de l'Agence Météorologique Japonaise (AMJ), a présidé la session spéciale sous le thème des enseignements devant être tirés des expériences de la région de l'Océan Pacifique, pour l'établissement de systèmes d'alerte précoce (AP) contre le tsunami de l'Océan Indien.

Koichiro Matsuura, Directeur Général de l'UNESCO, a déclaré que le système d'AP contre le tsunami de l'Océan Indien, pourrait être mis en place en moins d'un an, et a souligné qu'un tel plan devrait englober tous les pays du bassin de l'Océan Indien, y compris les Etats Africains pertinents et les PEID. Dans son discours-thème, Laura Kong, Directrice du Centre International d'Information sur les Tsunamis, a souligné la nécessité de conduire



des évaluations rapides des niveaux de la mer, l'échange de données, et la sensibilisation sur les limitations des systèmes d'alerte précoce.

Les participants ont entendu lecture de rapports émanant de la région du Pacifique. Charles McCreery, Directeur du Centre pour l'Alerte contre les Tsunamis du Pacifique, a recommandé l'adoption d'une approche multilatérale, pour ce qui concerne le système d'alerte précoce de l'Océan Indien. Noritake Nishide, Directeur du Département Sismologique et Volcanologique de l'AMJ, a présenté le système d'AP du Japon, pour les tsunamis locaux et distants, y compris sa technologie de prévision. François Schindelé, Président du Comité de Coordination International chargé du Système d'Alerte Précoce contre les Tsunamis du Pacifique, a souligné que des programmes d'atténuation des tsunamis doivent être mis en place aux échelons national et local, et a mis en exergue les deux réunions techniques prévues en mars 2005, à Paris, en France, sur la question des systèmes d'AP contre les tsunamis.

Les participants ont ensuite entendu lecture de rapports émanant de la région de l'Océan Indien. Prih Harjadi, Directeur du Centre Indonésien d'Information et des Données Géophysiques, a présenté un rapport sur la vulnérabilité de l'Indonésie face aux tsunamis. Kriengkrai Khovadhana, Directeur Général Adjoint du Département Météorologique Thaï, a présenté le plan de sensibilisation élaboré à l'intention des citoyens et des touristes. K. Radhakrishnan, Directeur du Centre National Indien pour les Services d'Information sur l'Océan, a décrit l'initiative visant à atténuer les éclats de tempêtes et les tsunamis. Sarath Weerawarnakula, Directrice du Bureau Sri Lankais d'Etudes Géologiques et Minières, a suggéré la mise en place d'un système d'AP contre à la fois les cyclones et les tsunamis. Abdulahi Majeed, Vice-ministre de l'Environnement et de la Construction, des Maldives, a déclaré que le récent tsunami a fait reculer le développement, de deux décennies. Akihiro Teranishi, du Centre Asiatique pour la Prévention des Catastrophes, a souligné le rôle de la conscientisation de base concernant les tsunamis. Shimogouchi Tsukasa, Directeur de la Division chargée de la Gestion des Catastrophes, de l'Agence Nipponne pour la Gestion des Feux et des Catastrophes, a parlé de la réussite du Japon dans le domaine de la prévention des risques de tsunami. Reid Basher, de la SIPC, a déclaré que le système d'AP devrait englober des spécialistes des sciences sociales et naturelles et les organisations de la société civile.

Kenji Satake, Président de la Commission chargée des Tsunamis, de l'Union Internationale de Géodésie et de Géophysiques, a présidé le groupe de discussion sur l'établissement et l'opération du système d'AP contre les tsunamis. Shuhei Kazusa, Directeur du Bureau Japonais chargé de la Gestion des Tremblements de Terre et les Catastrophes Volcaniques, a mis en relief les mesures de préparation mises en place au Japon. Fumihiko Imamura, du Centre Universitaire de Tohoku, de Recherche sur le Contrôle des Catastrophes, a souligné l'importance de l'étude des mécanismes des tremblements de terre et de la propagation des tsunamis. Geoff Love, Directeur des Services Météorologiques Australiens, a recommandé que le système d'AP de l'Océan Indien soit basé sur les institutions existantes pour s'assurer de sa durabilité. Maryam Golnaraghi, Chef du Programme de l'OMM pour la Prévention et l'Atténuation des Catastrophes Naturelles, a parlé de la réunion d'experts multidisciplinaires, prévue à Jakarta, en Indonésie, au mois de mars 2005, et a souligné l'importance des systèmes d'alerte contre les multiples dangers. Harjadi a déclaré que le Centre Indonésien d'Information sur les Tremblements de Terre, de la région ASEAN, pourrait être renforcé de manière à devenir un centre d'information sur les tsunamis. Kong a souligné l'importance de l'implication des communautés locales et de la conception de mesures de réponse culturellement appropriées.

**TABLE RONDE DE HAUT NIVEAU: Les risques émergents: Que nous réserve l'avenir?** Cette table ronde a été modérée par Sálvano Briceño, Directeur de la SIPC.

Mettant en relief la vulnérabilité particulière des PEID, Keith Mitchell, Premier Ministre de la Grenade, a déclaré que la Prévention des Catastrophes requiert des partenariats efficaces avec l'ensemble des parties prenantes, une volonté politique, et un système de suivi mondial. Li Xueju, Ministre Chinois des Affaires Civiles, a appelé à l'utilisation de la technologie pour l'amélioration de l'évaluation des risques, à la cartographie des catastrophes et au renforcement des capacités locales. Michel Jarraud, Secrétaire Général de l'OMM, a souligné les retombées importantes de l'investissement dans la Prévention des Catastrophes et a déclaré que l'OMM est engagée à réduire de moitié, d'ici la prochaine décennie, le nombre de vies perdues à cause des catastrophes.

Ashok Kumar Rastogi, Secrétaire d'Etat Indien chargé de la Gestion des Catastrophes, a déclaré que la gestion des catastrophes devrait être décentralisée et intégrée dans les stratégies de développement. Josef Odei, de l'Organisation Nationale Ghanéenne pour la Gestion des Catastrophes, intervenant au nom de Thomas Broni, Ministre Ghanéen de l'Intérieur, a souligné que les systèmes d'AP sont inutiles, s'ils ne sont pas accompagnés par des programmes de sensibilisation des communautés locales. Daniel Biau, Directeur Exécutif Adjoint, de UN-HABITAT, a recommandé l'adoption de

normes de construction obligatoires et réalistes, le découragement de l'implantation dans les zones exposées aux risques de catastrophes, la décentralisation de la Prévention des Catastrophes, et l'utilisation des nouvelles technologies.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont traité de la nécessité de considérer la Prévention des Catastrophes comme un investissement à retombée importante, de la référence aux changements climatiques, et du lien entre les conflits et les catastrophes.

**ENSEMBLES THEMATIQUES: Groupe de discussion sur l'ensemble thématique 3: L'information, l'innovation et l'éducation pour la création d'une culture de sécurité et de résistance:** Ce groupe de discussion était présidé par Alberto Maturana, Directeur de l'Office National Chilien chargé des Situations d'Urgence.

Le Directeur Général de l'UNESCO, Matsuura, a mis l'accent sur la nécessité de respecter les savoirs locaux. Purna Bahadur Khadka, Ministre Népalais de l'Intérieur, a mis en exergue l'importance de l'éducation formelle et informelle, pour l'amélioration de la prise de conscience concernant les tremblements de terre. Yukio Yoshimura, Vice-président de la Banque Mondiale, a mis en relief le Réseau Mondial pour l'Apprentissage du Développement, mis en place par la Banque, et a introduit les interventions en direct, de participants se trouvant au Sri Lanka, en Indonésie et au Vietnam, via conférence vidéo. Hiroyuki Kameda, Professeur Emérite, de l'Université de Kyoto, a présenté un exposé sur le développement des connaissances de terrain et sur la mise en œuvre des innovations dans les communautés de la recherche. Gloria Bratschi, spécialiste de la planification de la prévention, en Argentine, a suggéré l'emploi des méthodes utilisées par les médias, dans le domaine de la prévention des risques. Eva von Oelreich, Directrice de la Politique Anti-catastrophes, à la Fédération Internationale de la Croix Rouge, a parlé de l'importance du renforcement des capacités de résistances des communautés, avec les égards dus aux coutumes et aux cultures locales. Everett Ressler, des Services d'Urgences de l'UNICEF, a souligné la vulnérabilité des enfants face aux catastrophes, et a proposé d'accorder une priorité aux enfants, dans les stratégies de prévention des risques.

**Groupe de discussion sur l'ensemble thématique 2: Détermination des risques, évaluation, suivi et alerte précoce:** Ce groupe de discussion était présidé par Helen Wood, de l'Administration Nationale américaine des Affaires Océaniques et Atmosphériques.

Barbara Carby, de l'Office Jamaïcain chargé de la Préparation aux Catastrophes et de la Gestion des Situations d'Urgence, a déclaré que la décentralisation des capacités peut assurer la promotion des communautés, mais que le maintien de l'intérêt est difficile, en particulier si les événements météorologiques extrêmes ont lieu fréquemment. Kenzo Hiroki, Ministre Japonais de l'Aménagement du Territoire, de l'Infrastructure et du Transport, a souligné que les systèmes d'AP pourraient réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre des morts causées par les catastrophes aquatiques, mais seulement s'ils englobent une infrastructure d'évacuation et des programmes d'éducation. Laban Ogallo, Coordinateur des Projets, au Centre de l'OMM chargé du Suivi des Sécheresses - Nairobi, a souligné la difficulté d'assurer le suivi dans les pays dotés de faibles capacités technologiques. Erich Plate, de l'Université de Karlsruhe, a appelé à l'adoption d'une approche interdisciplinaire pour la gestion des risques et de méthodes de prévision à la mesure des risques posés. Au sujet de l'établissement de systèmes d'AP opérables, Loy Rego, du Centre Asiatique pour la Préparation aux Catastrophes, a souligné la nécessité de tirer des enseignements des bonnes pratiques et de respecter les savoirs locaux.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont traité de la définition de la vulnérabilité, du besoin d'objectifs inscrits dans des calendriers précis, du partage des données concernant les risques posés avec les communautés pauvres, des catastrophes induites par l'Homme et des échanges transfrontières des données, en temps réel.

## DANS LES COULOIRS

Plusieurs délégués ont été entendus s'interrogeant sur le projet de déclaration attendu depuis longtemps et prévu d'être soumis à la considération de la Conférence, et la plupart d'entre eux s'attendent à ce que le texte qui sera émis jeudi, soit bref. Ce papier, a été au départ élaboré par le pays hôte, et on croit savoir qu'aucun effort n'a été économisé pour aboutir à un texte sans sujet de controverse et apte à se faire accepter par la Plénière. Reste à voir, cependant, si les délégués qui, mercredi, se sont appliqués à réchauffer leurs muscles de négociation, au cours des sessions de l'après-midi et de la soirée, de la Grande Commission, ne voudraient pas, eux aussi, mettre la main dans le projet de déclaration.

Dans l'intervalle, un autre projet de document conclusif de la Conférence a été mis à disposition, mercredi - la "Déclaration Commune de la Session Spéciale sur la Catastrophe de l'Océan Indien: Prévention des Risques pour un Avenir plus Sûr." Il combine diverses initiatives suggérées durant la CMPC, y compris l'offre allemande d'accueillir une conférence des Nations Unies sur l'alerte précoce.